



# BREF

## ILE-DE-FRANCE

### Bulletin trimestriel d'informations sur le marché du travail

La situation du marché du travail francilien s'est nettement dégradée au premier trimestre 2009, sous l'effet du fort ralentissement économique observé. Le nombre de demandeurs d'emploi immédiatement disponibles inscrits à Pôle emploi a augmenté de +6,1 % en un trimestre (soit un peu moins de 36 000 personnes supplémentaires). Le nombre de personnes n'ayant eu aucune activité au cours du mois s'est envolé sur la même période (+9,2 %).

En conséquence, le taux de chômage francilien a augmenté de 0,7 point en un trimestre.

L'évolution francilienne reste légèrement plus favorable au premier trimestre que celle observée en France métropolitaine. Toutefois, l'écart s'est très fortement resserré en ce début d'année.

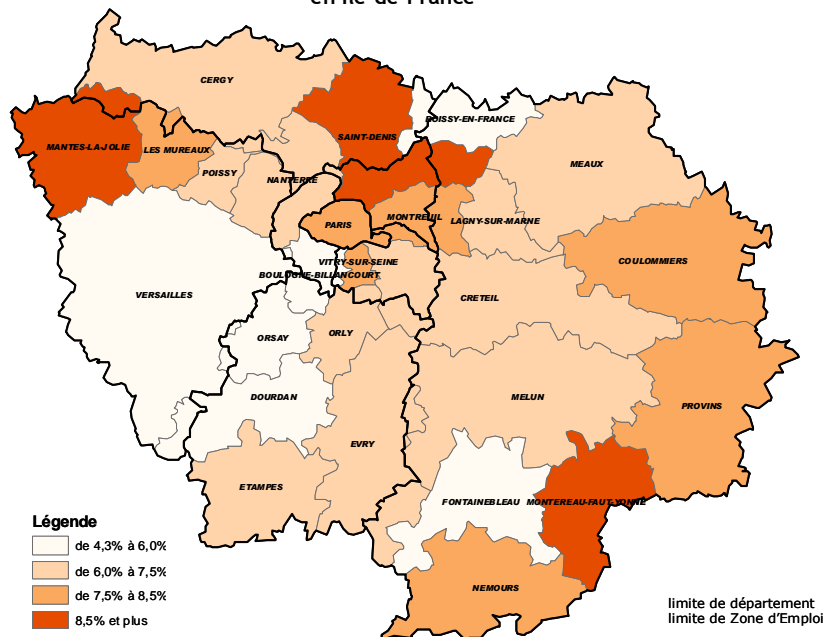
Les jeunes hommes sont toujours les premières victimes de cette envolée de la demande d'emploi. Mais aucune catégorie n'est désormais épargnée.

L'emploi salarié privé a enregistré un recul de -0,7 % au premier trimestre 2009, soit 30 000 emplois perdus en un trimestre. Un tel recul n'avait pas été observé dans la région en 2003 lors de la dernière crise. L'intérim a continué sa chute : 11 000 emplois intérimaires ont disparu en un trimestre en Ile-de-France (-11,4 % CVS) et 30 000 par rapport au premier trimestre 2008. Le repli est très accentué dans l'industrie.

Les ouvertures de procédures de licenciements collectifs ont été nombreuses en ce début d'année, affectant très durement l'industrie, mais se diffusant également dans tous les autres secteurs.

Dans ce contexte économique très difficile, le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi s'est effondré (-34,4 % en un an), alors que le nombre de demandeurs d'emploi était en hausse. Les difficultés de recrutement se sont réduites et le taux de tension a atteint son plus bas niveau des dix dernières années.

Taux de chômage localisés par zone d'emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 en Ile-de-France



Source : INSEE

#### LES CHIFFRES DE MARS 2009 EN ILE-DE-FRANCE

##### **Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.A) : 447 200**

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 9,2 %

Evolution sur 1 an : + 13,8 %

##### **Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.ABC) : 618 590**

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 6,1 %

Evolution sur 1 an : + 8,0 %

##### **Taux de chômage localisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 :**

Ile-de-France : 7,4 %

France : 8,7 %

##### **Emploi salarié Unedic CVS en fin de trimestre : 4 123 700**

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 0,7 %

Evolution sur 1 an : + 0,6 %

#### SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	pages 2-3
Les évolutions de l'emploi au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009	page 4
L'activité intérimaire au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009	page 5
Les tensions sur le marché du travail au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009	page 6
Les tensions sur le marché du travail des informaticiens	page 7
Les plans de sauvegarde de l'emploi	page 8

**▲ Forte hausse du taux de chômage francilien**

Au cours du premier trimestre 2009, le taux francilien s'est établi à 7,4 %, soit une augmentation de 0,7 point par rapport au trimestre précédent. Une hausse trimestrielle aussi forte n'avait jamais été observée en Ile-de-France depuis 1982, date de début de la série calculée par l'Insee.

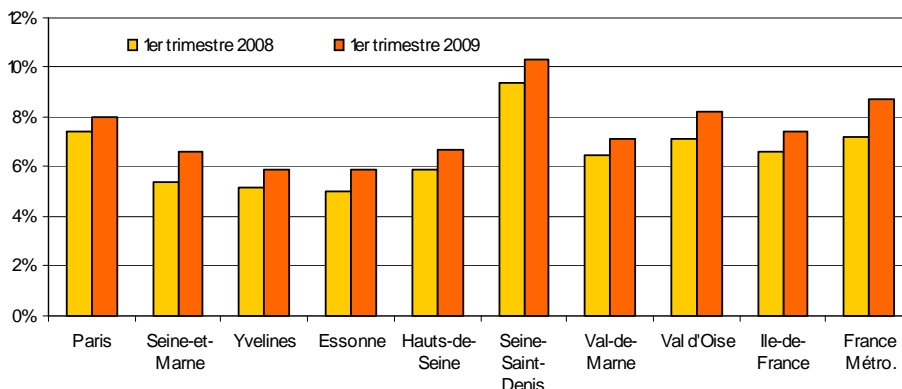
Cette augmentation est toutefois sensiblement moins élevée qu'en France métropolitaine (+1,1 point). Avec 7,4 %, l'Ile-de-France retrouve son taux de chômage du 3ème trimestre 2007. Sur la même période, le taux métropolitain a augmenté de 0,8 point et toutes les autres régions métropolitaines ont vu leur taux augmenter, de +0,2 point en Corse à +1,7 points en Franche-Comté.

L'Ile-de-France est aujourd'hui la deuxième région au taux de chômage le plus faible, après la Bretagne (7,3 %). L'écart avec le taux métropolitain s'est fortement creusé en 2008 et son niveau actuel (1,3 point) n'avait plus été enregistré depuis 1994.

Par département, les évolutions trimestrielles du taux de chômage sont assez proches, allant de +0,7 point dans cinq départements à +0,9 point dans les trois autres (Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise).

En revanche, des écarts importants apparaissent en évolution annuelle. En Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise, la progression atteint respectivement +1,2 et +1,1 point, soit le double de celle observée à Paris et dans le Val-de-Marne (+0,6 point).

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2009



Source : INSEE

**▲ 38 000 demandeurs d'emploi supplémentaires en un trimestre en catégorie A**

A la fin du mois de mars 2009, 447 200 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A, corrigée des variations saisonnières). Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois, 618 590 personnes étaient inscrites à Pôle emploi et étaient immédiatement disponibles pour un emploi.

La croissance de la demande d'emploi a été très vive dans la région au premier trimestre : +9,2 % en catégorie A, soit 38 000 demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité. Une hausse aussi forte n'a jamais été observée dans la région au cours des douze dernières années. Cette évolution s'est rapprochée de celle observée en France métropolitaine, alors

qu'en 2008, la région avait relativement mieux résisté au ralentissement économique général.

La tendance est la même si l'on considère l'ensemble des inscrits à Pôle emploi.

Par département, la dégradation du marché de l'emploi est générale. Dans trois départements franciliens de grande couronne (Seine-et-Marne, Essonne et Val-d'Oise), la croissance de la demande d'emploi a été pour la première fois supérieure à celle observée en France métropolitaine pour la catégorie A. La hausse est également supérieure à 10 % en un trimestre dans les Yvelines. Le Val-de-Marne, qui jusqu'alors avait été relativement épargné par la remontée du nombre de demandeurs d'emploi, a enregistré une forte hausse en un trimestre.

En un an, l'augmentation de la demande d'emploi a été très forte en Essonne et en Seine-et-Marne, au niveau de celle enregistrée en France métropolitaine, mais aussi dans les Yvelines et le Val-d'Oise.

Demandeurs d'emploi à la fin du mois mars 2009	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage en % (en moyenne sur le trimestre)	8,0	6,6	5,9	5,9	6,7	10,3	7,1	8,2	7,4	8,7
Evolution trimestrielle (en points)	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,9	0,7	0,9	0,7	1,1
<b>DEFM catégorie A (données CVS)</b>	<b>100 230</b>	<b>42 940</b>	<b>42 690</b>	<b>36 820</b>	<b>54 900</b>	<b>73 430</b>	<b>47 320</b>	<b>48 870</b>	<b>447 200</b>	<b>2 448 200</b>
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	6,8	13,0	10,8	11,8	9,0	6,9	9,3	11,8	9,2	11,1
Evolution sur 1 an ((% CVS)	9,6	21,7	17,8	22,2	15,0	8,1	11,3	17,1	13,8	22,1
<b>DEFM catégorie ABC (données CVS)</b>	<b>149 690</b>	<b>58 630</b>	<b>57 970</b>	<b>49 670</b>	<b>75 220</b>	<b>98 170</b>	<b>64 620</b>	<b>64 620</b>	<b>618 590</b>	<b>3 480 700</b>
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	4,6	8,6	7,1	8,1	5,7	5,1	6,3	7,1	6,1	7,6
Evolution sur 1 an (% CVS)	4,9	13,1	10,0	15,3	8,8	4,4	6,6	10,1	8,0	13,3
Part des femmes (% CVS)	48,3	49,3	47,8	48,1	48,6	46,9	47,9	47,8	48,1	47,7
Part des jeunes (% CVS)	6,0	17,6	13,6	15,2	9,0	12,6	12,2	14,7	11,5	18,4
Part des inscrits depuis plus d'un an (% CVS)	40,9	27,1	28,8	25,3	31,5	31,5	30,4	30,6	32,4	29,9

Sources : INSEE, DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DRTEFP/SEPS

## EVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE 2009

### ▲ Une envolée de la demande d'emploi des moins de 25 ans...

Au premier trimestre 2009, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a fortement augmenté, avec 7400 personnes supplémentaires, soit +11,9 % (catégorie ABC). A fin mars, 69 780 jeunes franciliens sont ainsi immédiatement disponibles pour occuper un emploi et, parmi eux, 56 630 n'ont eu aucune activité au cours du mois (cat. A).

L'évolution de la demande d'emploi des jeunes est désormais proche de celle observée en France métropolitaine (+12,6 % en catégorie ABC, +14,6 % en catégorie A), alors qu'en 2008, elle avait sensiblement moins progressé dans la région que dans le reste du pays.

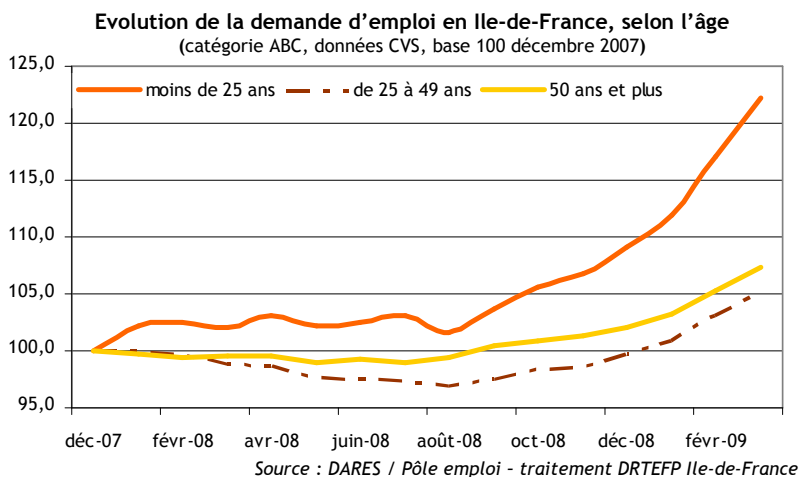
Le nombre de jeunes hommes a augmenté de +14,4 % CVS au premier trimestre 2009 (cat. ABC). Le nombre de jeunes femmes a également très fortement progressé : +9,1 %. En conséquence, les jeunes représentent à fin mars 11,3 % des inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC. Cette part est la plus élevée depuis mars 1998.

Le nombre de demandeurs d'emploi a également nettement augmenté dans les autres classes d'âge. Là aussi, les évolutions régionales se sont rapproché de celles observées en France métropolitaine, notamment en février et mars.

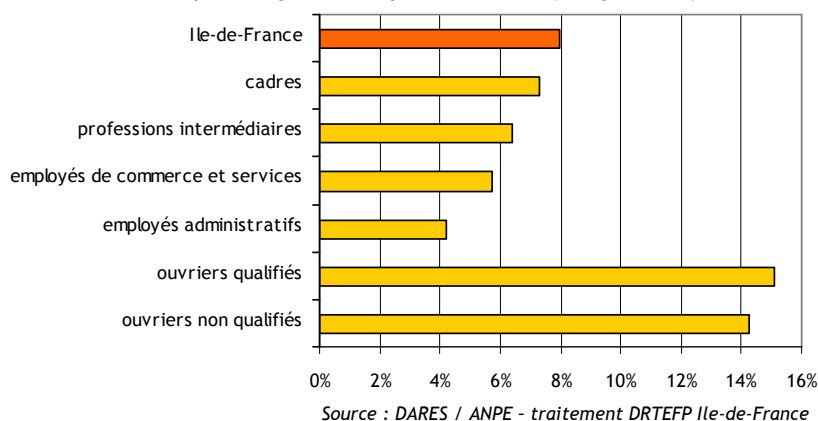
La demande d'emploi de longue durée a également augmenté au cours du trimestre, mais à un rythme qui reste très modéré (+2,8 % en cat. ABC).

### ▲ Une hausse qui concerne toutes les catégories socioprofessionnelles...

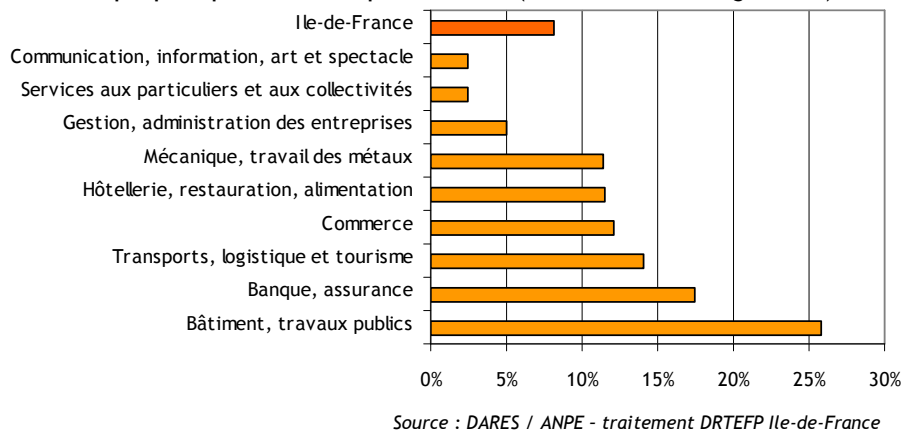
Le nombre d'inscrits est en hausse dans toutes les catégories socioprofessionnelles au premier trimestre. Les plus fortes augmentations ont de nouveau été enregistrées pour les ouvriers (+8,4 % en catégorie ABC). 133 080 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles sont ainsi à la recherche d'un emploi d'ouvrier à fin mars 2009, soit 21 % de la demande d'emploi francilienne. 35540 d'entre eux recherchent un poste d'ouvrier non qualifié.



### Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de mars 2008 à mars 2009, par catégorie socio professionnelle (catégorie ABC)



### Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de mars 2008 à mars 2009, par principaux domaines professionnels (données brutes - catégorie ABC)



En évolution annuelle, le nombre d'inscrits à Pôle emploi augmente désormais dans toutes les catégories socioprofessionnelles

### ▲ Des évolutions contrastées selon les métiers

Les répercussions de la crise se font sentir avec beaucoup d'acuité dans les métiers liés au BTP, après une période marquée par de fortes tensions sur le marché du travail dans ce domaine. La crise financière a entraîné une nette hausse du nombre d'inscrits dans les mé-

tiers liés à la banque (17,4 % en un an). La demande d'emploi dans le domaine de la mécanique et du travail des métaux, où se retrouvent notamment les salariés issus de la filière automobile, s'est accrue de 11,5 % en un an.

Certains secteurs tertiaires, qui regroupent une grande partie des inscrits à Pôle emploi, sont, en revanche moins touchés pour le moment. C'est le cas des services aux particuliers et aux collectivités, ainsi que de la communication et des arts et spectacles.

**▲ Diminution conjointe de l'emploi salarié et de la masse salariale.**

Confirmant l'orientation à la baisse constatée en fin d'année 2008, le premier trimestre 2009 se termine sur une baisse de - 0,7 % des effectifs salariés franciliens soit une perte de plus de 30 000 emplois. A fin mars 2009, la région compte ainsi 4 124 155 emplois (champ Pôle emploi) en données corrigées des variations saisonnières.

Cependant, la région résiste plutôt mieux au retournement conjoncturel des mois derniers que la moyenne nationale. En effet, au cours de premier trimestre 2009, l'emploi a décliné de - 1,1 % sur l'ensemble du territoire.

Malgré tout, en glissement annuel, ce sont plus de 26 000 emplois qui ont été détruits en Ile-de-France (- 0,6 %).

Les données publiées par l'URSSAF, sur un champ d'entreprises un peu plus large, confirment un rythme de diminution de l'emploi salarié toujours inférieur à celui observé en France (- 0,9 % sur un an en Ile-de-France contre - 2,1 % en France entière). Cependant, elles mettent aussi en évidence, une très forte diminution de la masse salariale, plus rapide que dans l'ensemble national. Ainsi, alors qu'au dernier trimestre 2008, la masse salariale francilienne continuait à croître, elle a diminué de - 1,9 % entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009. Dans le même temps la diminution n'a été que de - 0,9 % au niveau national.

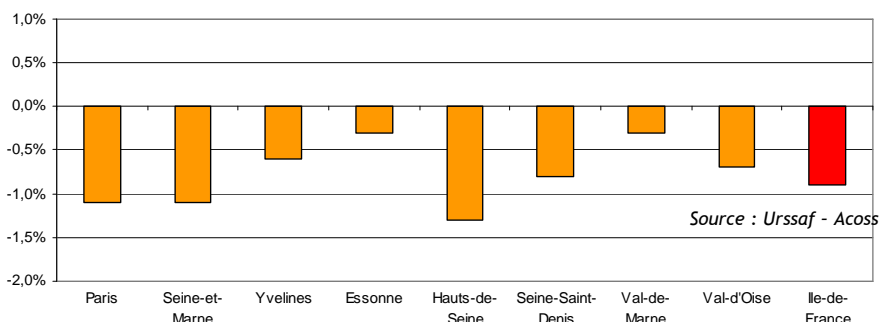
**▲ Si tous les secteurs sont touchés...**

Le ralentissement constaté les trimestres précédents se poursuit dans la construction. Cependant, malgré la destruction de 1 250 emplois au cours du trimestre, ce secteur résiste plutôt bien en Ile-de-France, puisque, sur l'année, il reste créateur d'emploi (près de 900 emplois nouveaux, soit + 0,3 %).

D'après l'URSSAF, le secteur de la construction reste créateur d'emploi en glissement annuel mais sa masse salariale a commencé à diminuer (- 0,4 %).

Quant aux activités tertiaires, elles ne créent plus d'emploi que ce soit en glissement annuel (- 0,3 %, soit près de 10 000 emplois) ou au cours du trimestre (- 0,7 %, soit plus de 22 800 emplois perdus).

**Evolution de l'emploi salarié par département au premier trimestre 2009**  
(données CVS)



Source : Urssaf - Acofos

**Les plus fortes évolutions de l'emploi salarié par secteur d'activité au premier trimestre 2009**  
(données CVS)

Secteurs (NACE 38)	Niveau trimestriel (en milliers)	Evolution en un an			
		2009 T1	2008 T1	2007 T1	2006 T1
Habillement, textile et cuir	22,0	-7,8%	-6,9%	-1,1%	-5,4%
Industrie pharmaceutique	25,0	-7,2%	-6,8%	-1,7%	-3,7%
Activités de services administratifs et de soutien	504,7	-6,5%	3,1%	3,0%	1,9%
Administration publique	44,2	-5,6%	-2,1%	-1,6%	-6,4%
Industrie chimique	30,9	-5,5%	-2,6%	-1,8%	-3,9%
Bois et papier	25,0	-4,8%	-4,0%	-5,9%	-7,3%
Activités immobilières	79,9	-4,5%	2,2%	2,1%	3,7%
Industrie plastiques, produits non minéraux	25,6	-3,9%	-1,3%	-2,4%	-3,2%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	32,5	-3,8%	-3,8%	-2,8%	-3,0%
Fabrication machines et équipements n.c.a	22,2	-3,7%	-1,0%	-1,9%	-3,5%
Fabrication de matériels et transport	79,2	-3,5%	-4,6%	-5,0%	-1,2%
Télécommunications	59,7	-3,0%	-2,6%	-3,7%	-1,9%
Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	45,6	-2,2%	1,2%	-1,8%	-1,1%
Autres activités scientifiques et techniques	89,9	-2,2%	-0,4%	0,0%	0,7%
Activités pour la santé humaine	97,9	2,5%	-0,5%	1,3%	1,4%
Autres activités de services	139,9	3,3%	1,6%	2,3%	1,6%
Recherche et développement	59,9	3,6%	2,3%	4,4%	-1,0%
Action sociale et hébergement médico social	144,6	3,8%	5,7%	5,3%	4,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz...	47,3	8,3%	2,7%	-0,6%	-0,4%

Source : Urssaf - Acofos

Cependant l'évolution est contrastée suivant les secteurs détaillés. Ainsi, d'après la source URSSAF, les activités immobilières, et les activités de services administratifs et de soutien connaissent une forte baisse de leurs effectifs (respectivement - 4,5 % et - 6,5 % sur un an) alors que les effectifs ont continué à croître dans la recherche et le développement (+ 3,6 %), dans le domaine de l'action sociale et l'hébergement médico-social (+ 3,8 %) ainsi que dans les autres activités de services (+ 3,3 %).

**▲ ...l'intérim et l'industrie paient un lourd tribut**

La chute de l'activité intérimaire constatée à la fin de l'année 2008 s'est poursuivie en ce premier trimestre et explique en grande partie la

baisse de l'emploi tertiaire.

Selon l'URSSAF, près de 17 000 postes (- 14,4 %) ont été perdus dans l'intérim au cours de ce trimestre.

Avec une perte de plus de 6 000 emplois au cours du trimestre, l'industrie a connu une accélération du rythme de destruction de ses emplois soit - 1,3 % et - 3,6 % sur un an.

**▲ Une baisse qui touche tous les départements**

D'après la source URSSAF, l'emploi chute le plus fortement dans les Hauts-de-Seine (- 1,3 %), à Paris (- 1,1 %) et en Seine-et-Marne (- 1,1 %).

▲ Le recul se poursuit...

En Ile-de-France, au cours du premier trimestre 2009, 665 000 missions d'intérim ont été conclues dans les établissements de la région, ce qui représente, en moyenne journalière, 81 000 emplois équivalents temps plein (EETP).

La baisse observée au cours du quatrième trimestre 2008, s'est accentuée en début d'année 2009 : -11,4 %, en moyenne trimestrielle et en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit un repli de plus de 11 000 intérimaires (en EETP).

En un an, le nombre de contrats conclus a diminué de -20,6 % par rapport au premier trimestre de 2008, tout comme le nombre d'EETP (-26,8 %). Cette baisse sans précédent explique à elle seule la majeure partie du recul global de l'emploi salarié enregistré en un an (-26 000 selon Pôle emploi) dans la région. Pourtant, le repli de l'activité intérimaire en Ile-de-France a été moins marqué qu'au niveau national (-26,3 % pour le nombre de contrats conclus et -32,8 % pour le nombre d'EETP).

La durée moyenne des missions a également eu tendance à baisser, pour se situer à 8 jours.

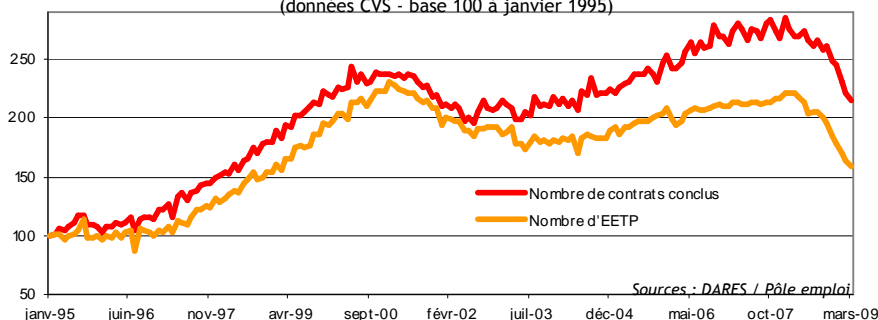
▲ ... et se généralise à l'ensemble des secteurs

Le recul de l'intérim s'observe dans l'ensemble des secteurs d'activité, mais à des rythmes différents.

Le secteur industriel est davantage affecté : en un an, il enregistre un repli de près de -40 %. Les deux activités les plus touchées sont l'industrie automobile et la métallurgie, qui ont supprimé deux missions d'intérim sur trois. L'industrie des biens d'équipement électriques et électroniques et les industries agricoles et alimentaires sont moins affectées, avec des baisses d'environ -20%.

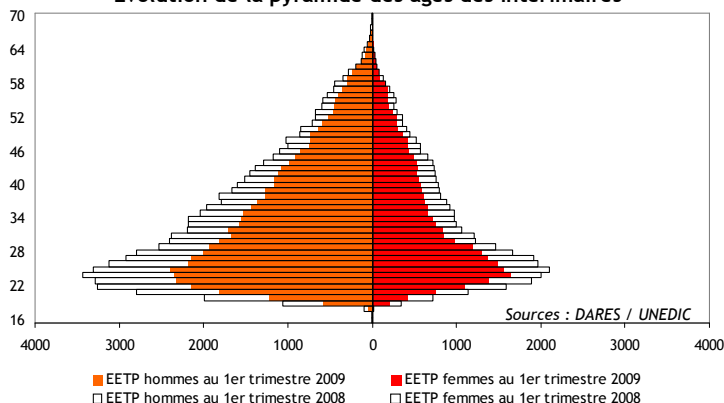
Le repli de l'activité intérimaire dans le BTP ne faiblit pas : en un an, le nombre d'EETP a diminué d'un quart, soit près de 5 000 intérimaires en moins. Il est du même ordre de grandeur dans les transports, l'un des principaux secteurs utilisateurs de ce dispositif

Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP (données CVS - base 100 à janvier 1995)



Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 1er trimestre 2009	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 1er trimestre 2008	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 1er trimestre 2008	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2007
Construction	65 473	-23,4%	14 273	-25,4%	14,7	7,1%
Transports	115 051	-24,3%	10 843	-25,7%	6,4	6,4%
Conseil et assistance	63 776	-10,9%	9 246	-18,7%	9,8	1,8%
Services opérationnels	76 829	-15,0%	6 730	-18,6%	5,9	1,8%
Commerce de gros	45 855	-16,0%	6 581	-21,7%	9,7	2,9%
Activités financières	8 013	-10,0%	3 333	-10,1%	28,1	1,3%
Commerce de détail	39 052	-20,7%	2 868	-25,3%	5,0	1,1%
Hôtels et restaurants	65 947	-18,3%	2 719	-22,4%	2,8	1,2%
Indus. agricoles et	23 319	-9,6%	1 858	-20,4%	5,4	4,8%
Santé, action sociale	42 804	-4,9%	1 578	-11,8%	2,5	0,7%
Industrie automobile	1 995	-75,2%	1 389	-66,7%	47,0	8,1%
Métallurgie	4 867	-56,0%	907	-62,6%	12,6	7,0%
<b>Ile-de-France</b>	<b>665 073</b>	<b>-20,6%</b>	<b>80 925</b>	<b>-26,8%</b>	<b>8,2</b>	<b>2,7%</b>

Evolution de la pyramide des âges des intérimaires



Mais, globalement, le recul dans le tertiaire, où travaillent plus de six intérimaires sur dix, est moins marqué. Dans les activités financières et la santé / action sociale, la baisse des EETP ne dépasse guère 10%. Elle est inférieure à 20% dans le conseil et assistance et dans les services opérationnels.

Tous les départements franciliens ont connu une baisse de l'activité intérimaire, mais avec des différences importantes, liées à la structures des activités dominantes de ces départements : les plus fortes baisses s'observent dans les Yvelines (-34,4 % en EETP) et dans le Val d'Oise (-29,9%), où la filière automobile est très présente, ainsi qu'en Seine-et-Marne (-32,2%), de par l'importance des transports, avec notamment la localisation de l'aéroport de Roissy.

▲ Les moins de 25 ans sont les plus touchés

Au premier trimestre 2009, le recul de l'activité intérimaire affecte l'ensemble des classes d'âge. Toutefois, les jeunes, qui représentent un intérimaire sur cinq, contre un actif sur dix, sont les plus touchés.

Ils voient leur nombre d'EETP baisser de -32,3 % en un an. Le recul atteint -34,2 % pour les hommes (deux jeunes intérimaires sur trois).

Cette chute ne s'explique que partiellement par un effet de structure d'activité. Les jeunes sont, certes, très présents dans l'industrie automobile où la baisse de l'intérim est particulièrement forte, mais ils le sont aussi dans le commerce de détail et le commerce de gros où la baisse est un peu inférieure à la moyenne.

**▲ Un taux de tension particulièrement bas...**

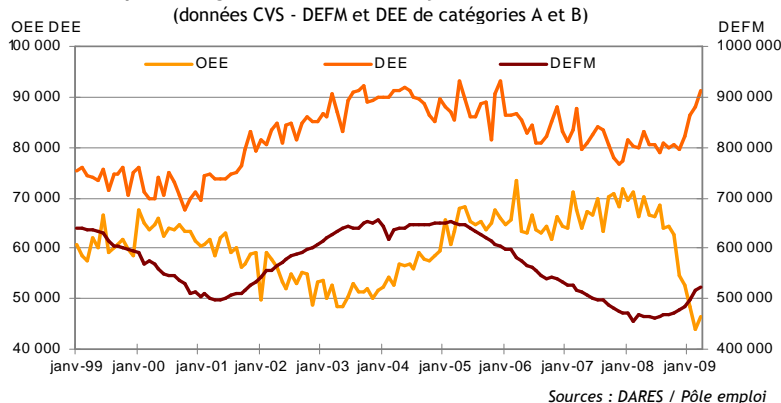
Au premier trimestre 2009, le ratio « offres enregistrées sur demandes enregistrées », principal indicateur de tension sur le marché du travail, s'établit à 0,52 point en Ile-de-France. Cela signifie que pour 1 demande d'emploi enregistrée à Pôle emploi de janvier à mars 2009, 0,52 offre lui a simultanément été confiée (contre 0,86 à la même période l'an passé). Il s'agit du plus bas niveau de tension observé en Ile-de-France au cours des dix dernières années.

**▲ ...conséquence des demandes en hausse et des offres moins nombreuses**

Une diminution du taux de tension peut s'expliquer par un volume d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi en baisse, par une accélération du flux de nouvelles inscriptions à Pôle emploi ou, comme c'est le cas ici, par la conjonction de ces deux mouvements.

Au premier trimestre 2009, Pôle emploi enregistre en effet 363 530 demandes d'emploi, soit une augmentation de + 8,3 % en un an. Prolongeant la tendance du trimestre précédent, le flux de nouvelles inscriptions poursuit son augmentation pour les métiers du BTP, de l'immobilier, de la banque/finances et de l'assurance. Quelques rares métiers affichent un flux d'inscription en baisse. C'est le cas notamment des infirmiers/sages-femmes et de quelques métiers de l'hôtellerie/café/restauration.

**Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE, de janvier 1999 à mars 2009**



Sources : DARES / Pôle emploi

Avec 137 120 offres d'emploi enregistrées, le premier trimestre 2009 confirme la tendance au repli du recueil d'offres, perceptible dès septembre 2008 : - 34,4 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Cette chute du volume d'offres recueillies par Pôle emploi est sans doute le signe d'une démarche de prospection auprès des entreprises temporairement moins active, compte tenu de l'évidente surcharge de travail engendrée par l'afflux des demandeurs d'emploi. S'il conduit à diminuer la part de marché de Pôle emploi et, ainsi, à diminuer artificiellement le taux de tension, cet élément ne peut néanmoins justifier seul une telle diminution. La dégradation de la conjoncture en est, certainement, l'élément déterminant, comme le confirme la baisse, exceptionnelle, du nombre des déclarations uniques d'embauche (source Urssaf, hors Seine-et-Marne).

Les métiers pour lesquels les propositions de poste confiées à Pôle emploi enregistrent les plus fortes baisses sont ceux de la mécanique/travail des métaux, du transport/logistique et du BTP.

**▲ Une insertion sur le marché du travail plus lente**

Sur les 12 derniers mois, les demandeurs d'emploi restent, en moyenne, inscrits plus longtemps à Pôle emploi. Le taux d'écoulement annuel de la demande d'emploi francilienne est en effet de 64,3 %. Il signifie que sur 100 demandeurs présents fin mars 2008, ou inscrits au cours des 12 derniers mois, seuls 64,3 d'entre eux sont sortis des fichiers de Pôle emploi (contre 68,4 l'an passé). Conjugué à une progression des entrées, cela impacte mécaniquement le stock de demandeurs d'emploi. Sur les 12 derniers mois, la DEFM régionale de catégorie A et B enregistre ainsi une progression de + 11,6 %.

Les principaux indicateurs de tension au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers - <i>Sources : DARES/Pôle emploi/CREDOC</i>	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre janvier et mars 2008 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre janvier et mars 2009 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre janvier et mars 2009 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en mars 2009 (3)	DEFM de catégories A et B à fin mars 2009	Evolution du stock de DEFM de catégories A et B entre mars 2008 et mars 2009	Evolution des offres d'emploi enregistrées (1 <sup>er</sup> trimestre 2009 / 1 <sup>er</sup> trimestre 2008)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009 (4)	Enquête Pôle emploi / BMO 2009 Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,93	0,36	48,4%	64,5%	3 592	49,6%	-47,3%	81,7%	70,0%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,60	0,34	53,0%	65,0%	13 544	29,5%	-34,6%	86,1%	70,0%
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	3,06	1,57	48,6%	64,1%	2 129	33,1%	-36,1%	93,1%	56,3%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,63	0,98	46,5%	60,3%	1 196	20,1%	-31,7%	91,3%	62,3%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,24	0,77	67,7%	65,3%	7 495	16,2%	-32,7%	88,4%	65,1%
Caissiers, employés de libre service	0,87	0,57	39,2%	68,6%	12 165	11,7%	-30,3%	94,9%	34,2%
Vendeurs	0,77	0,45	64,8%	67,5%	25 227	13,4%	-36,4%	90,7%	36,6%
Bouchers, charcutiers, boulangers	0,94	0,65	88,2%	68,4%	2 076	15,9%	-25,6%	88,6%	74,2%
Cuisiniers	1,43	0,99	43,8%	67,6%	7 248	13,2%	-24,3%	94,1%	56,1%
Informaticiens	1,48	0,75	84,8%	61,9%	8 930	19,7%	-38,2%	89,3%	52,8%
Aides-soignants	0,48	0,48	83,4%	75,2%	2 130	-6,6%	-9,6%	91,9%	65,1%
Infirmiers, sages-femmes	1,43	1,63	82,7%	78,0%	814	-12,7%	-7,9%	90,3%	75,1%
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,86</b>	<b>0,52</b>	<b>51,0%</b>	<b>64,3%</b>	<b>520 799</b>	<b>11,6%</b>	<b>-34,4%</b>	<b>91,3%</b>	<b>45,1%</b>

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à l'ANPE durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,52 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au premier trimestre 2009, contre 0,86 au premier trimestre 2008.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à l'ANPE, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de l'ANPE. Exemple de lecture : 64,3 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à l'ANPE.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne), et les offres d'emploi sorties du fichier de l'ANPE.

## LES TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DES INFORMATIENS

### ▲ Une conjoncture économique a priori moins défavorable aux cadres...

Lors du retournement conjoncturel intervenu dès le printemps 2001 en Ile-de-France, et dont les effets se sont poursuivis pendant plus de 3 ans, les cadres avaient été particulièrement touchés, aux premiers rangs desquels les informaticiens. Sous l'effet de l'éclatement de la bulle internet, la demande d'emploi des informaticiens avait alors augmenté de + 235 % en trois ans.

Contrairement à la situation précédente, la crise économique amorcée à la fin de l'été 2008 en Ile-de-France impacte beaucoup plus de secteurs. Les premiers touchés étant le BTP, puis, très rapidement, l'industrie. Les ouvriers en sont logiquement les premières victimes.

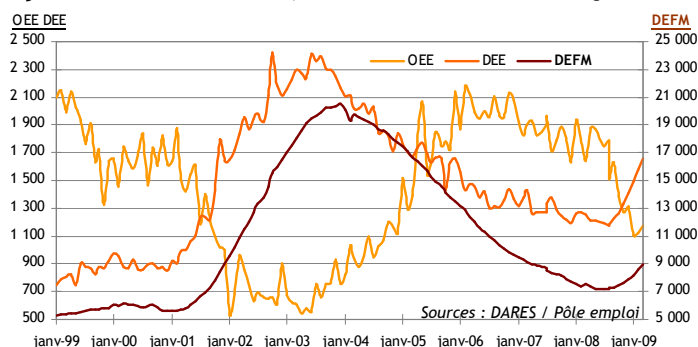
Les postes d'informaticiens sont concentrés dans les activités de conseil et d'assistance en Ile-de-France (plus d'un sur deux y est employé), plus précisément dans le sous-secteur des activités informatiques. Ce dernier a été bien sûr concerné par l'actuelle dégradation de la conjoncture, mais dans un second temps, à partir de l'automne 2008. Cet effet retard permet une évolution de l'emploi salarié dans les activités informatiques positive en 2008 : + 4,0 % selon l'Urssaf. Il s'agit de l'un des rares secteurs franciliens où la situation de l'emploi est plus favorable en 2008 qu'en 2007.

### ▲ ...mais qui se diffuse néanmoins à l'ensemble des catégories socioprofessionnelles

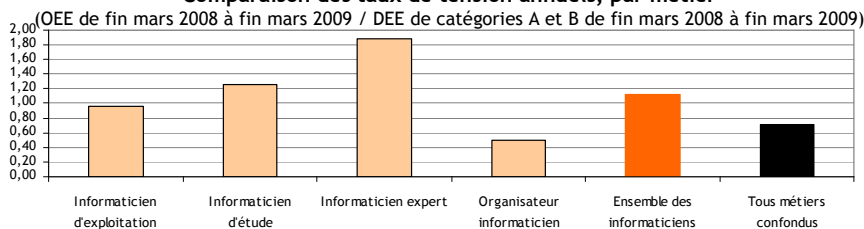
La dégradation du marché du travail des informaticiens est néanmoins perceptible à partir d'octobre 2008. Ainsi, dès le quatrième trimestre 2008, le taux moyen de tension se réduit sous l'effet conjugué d'une réduction des flux d'offres d'emploi et d'une augmentation des flux de demandes enregistrées à Pôle emploi.

Le premier trimestre 2009 confirme ce mouvement de net desserrement des tensions chez les informaticiens, avec un ratio « offres sur demandes » à hauteur de 0,75 point, contre 1,48 points un an auparavant. De janvier à mars 2009, Pôle emploi enregistre ainsi 1 165 propositions de poste en

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi pour les informaticiens, de janvier 1999 à mars 2009 (données CVS - DEFM et DEE de catégories A et B)



### Comparaison des taux de tension annuels, par métier



Sources : DARES / Pôle emploi

Principales caractéristiques de la demande et de l'offre d'emploi des informaticiens	DEFM de catégories A et B à fin mars 2009	Evolution de la DEFM, de fin mars 2008 à fin mars 2009	Taux d'écoulement de la demande d'emploi en un an	Evolution du nombre d'OEE (mars 2008-mars 2009 / mars 2007-mars 2008)	Taux de satisfaction des offres d'emploi de fin mars 2008 à fin mars 2009
Informaticien d'exploitation	1 416	5,5%	64,5%	-13,7%	86,8%
Informaticien d'étude	3 185	19,0%	64,7%	-23,4%	87,2%
Informaticien expert	1 565	19,0%	62,0%	-13,2%	89,6%
Organisateur informaticien	2 764	30,1%	56,3%	-15,1%	92,0%
<b>Ensemble des informaticiens</b>	<b>8 930</b>	<b>19,7%</b>	<b>61,9%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>88,4%</b>
<b>Tous métiers confondus</b>	<b>520 799</b>	<b>11,6%</b>	<b>64,3%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>92,2%</b>

Sources : DARES / Pôle emploi

moenne chaque mois (- 38,5 % par rapport à la même période de 2008) et 1 560 inscriptions pour ces métiers (+ 22,5 %).

### ▲ Une situation qui se dégrade pour les informaticiens

A fin mars 2009, près de 9 000 franciliens sont à la recherche d'un poste d'informaticien. Bien que ce niveau demeure encore très éloigné de la situation observée lors du précédent retournement conjoncturel, avec plus de 20 000 demandeurs d'emploi, il progresse à un rythme annuel presque deux fois plus rapide qu'en moyenne.

Les métiers d'informaticiens sont inégalement concernés par la réduction du niveau de tension. Ce sont en effet pour les experts et les informaticiens d'études que la baisse est la plus forte, tout en se maintenant encore à un niveau supérieur à la moyenne régionale, tous métiers confondus. Néanmoins, eu égard aux autres indicateurs usuellement retenus pour analyser les tensions sur le marché du travail, au-delà de seul ratio « offres sur demandes », le marché du travail des informaticiens se

dégrade, quelle que soit leur domaine respectif de compétence.

A fin mars 2009, l'évolution annuelle du volume d'offres d'emploi pour chaque métier d'informaticien est en effet inférieure ou égale à la moyenne régionale. Elle atteint - 23,4 % en un an chez les informaticiens d'études, qui concentrent, à fin mars 2009, plus d'un tiers de la demande d'emploi des informaticiens.

Le positionnement en retrait de Pôle emploi sur le marché des offres d'informaticiens ne peut expliquer, seul, ce repli du recueil d'offres.

Signe supplémentaire de la dégradation du marché du travail des informaticiens, le taux d'écoulement annuel de la demande d'emploi est désormais inférieur à la moyenne régionale : respectivement 61,9 % et 64,3 %. La rapidité de leur insertion sur le marché du travail est donc désormais inférieure à la moyenne. Seuls les informaticiens d'exploitation et les informaticiens d'études affichent des taux similaires à ceux relevés tous métiers confondus.

## Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ouvertes au 1<sup>er</sup> trimestre 2009

### ▲ Près de 10 000 emplois menacés en Ile-de-France...

Les employeurs sont tenus de notifier aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) toute procédure de licenciement économique de dix salariés, ou plus, dans une même période de trente jours. Au premier trimestre 2009, 189 procédures ont ainsi été ouvertes en Ile-de-France. Ces dernières sont susceptibles de conduire à la suppression de 9 495 emplois franciliens, soit 2,11 emplois pour 1 000 salariés aujourd'hui en poste (4,03 ‰, en cumul avec le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008).

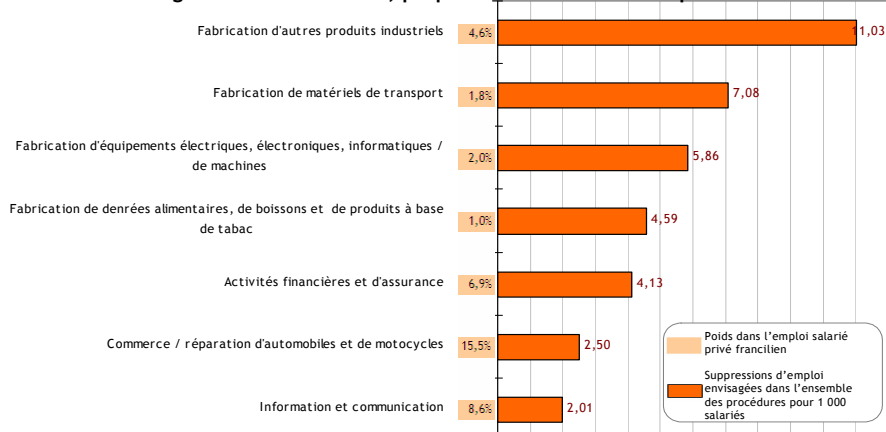
Sur les 189 ouvertures de procédures collectives de licenciement économique au premier trimestre 2009, seules 4 concernent des restructurations lourdes, prévoyant la suppression de plus de 300 postes. Hormis ces 4 entreprises, la moyenne des emplois menacés par procédure est de 40.

### ▲ ...essentiellement localisés au centre de l'agglomération

Paris et les Hauts-de-Seine sont les plus touchés en termes de nombre de procédures (55 %) et de localisation des emplois menacés (65 %). L'importance des migrations domicile / travail en Ile-de-France augure néanmoins d'impacts au-delà de ces limites administratives.

La localisation des principaux pôles d'emploi francilien et la structure par taille des établissements locaux influencent bien sûr la polarisation des licenciements collectifs. Inversement, l'impact du retournement conjoncturel pour un territoire qui accueille peu d'entreprises et/ou

### Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France, proportionnellement à l'emploi salarié



Sources : DDTEFP (procédures) et Urssaf (emploi salarié à fin mars 2009), Traitement : DRTEFP/SEPEs

dont la proportion d'établissements employant plus de 10 salariés est faible sera donc minoré par cette seule source. Malgré ce biais, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise concentrent respectivement 10 % et 11 % des procédures de licenciement collectif ouvertes au premier trimestre 2009.

### ▲ Une variété de secteurs d'activité impactés

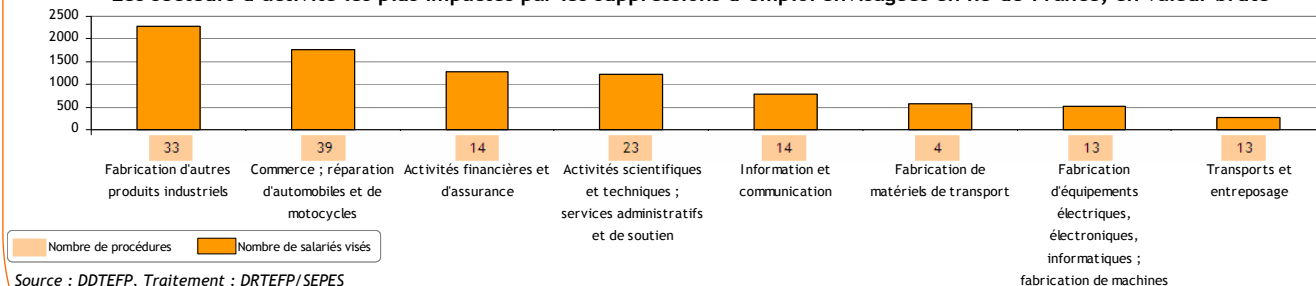
Si les ouvertures de procédures se diffusent peu à peu à l'ensemble des secteurs d'activité, elles affectent toujours très durement l'industrie. La fabrication d'autres produits industriels, qui concentre 4,6 % de l'emploi salarié francilien, est ainsi le secteur le plus touché par les projets de licenciements collectifs notifiés au premier trimestre 2009, avec près de 2 300 emplois concernés par 33 procédures (soit 11 ‰ des emplois du secteur susceptibles d'être supprimés). La pharmacie, pour laquelle distinguer crise économique et mouvement plus structurel est incertain, l'imprimerie, la métallurgie et l'habillement sont les activités

répertoriées dans la fabrication d'autres produits industriels les plus concernées par les notifications de licenciement économique.

La structure par taille influence également ce classement, ainsi que les pratiques usuelles pour faire face aux difficultés économiques. Certains secteurs, tels l'automobile, privilégient en effet la baisse du recours à l'intérim, ou la mise au chômage partiel de leurs salariés, aux procédures de licenciement.

Les principaux motifs de licenciement économique collectif sont, au premier trimestre 2009, la mise en redressement / liquidation judiciaire, situation plus fréquente chez les entreprises industrielles. Viennent ensuite la réorganisation interne, les difficultés économiques (ralentissement d'activité, perte de marché, fermeture de site...) et la sauvegarde de la compétitivité ; ce dernier motif étant très fréquent pour les entreprises tertiaires. Enfin, seuls 3 cas de délocalisation / transfert de site sont annoncés au premier trimestre 2009.

### Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France, en valeur brute



Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPEs

### Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France

66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Yves Calvez

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques / [dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr)

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877